

<https://ricochets.cc/Des-juifs-protestent-contre-l-apartheid-et-demande-l-arret-des-bombardements-de-Gaza.html>



**Aux USA des Juifs protestent
en masse contre l'apartheid et
veulent l'arrêt des
bombardements de Gaza - En
France, répression as usual -**

Publication date: samedi 21 octobre 2023

Le point

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après les massacres de civils israéliens commis honteusement par le Hamas le 07 octobre, l'Etat d'Israël se venge en commettant des massacres honteux à plus grande échelle de civils palestiniens lors de bombardements massifs. Qu'on appelle ces horreurs terrorisme ou crime de guerre importe finalement peu.

Il serait opportun, en toute circonstance, de ne pas oublier qu'une fin (même juste et légitime) ne justifie pas tous les moyens. Les moyens employés pour atteindre un objectif doivent s'efforcer de rester en accord avec les objectifs poursuivis et une certaine éthique universelle. Ca vaut aussi pour les groupes de résistance des populations opprimées. C'est ce que disent habituellement les anarchistes par exemple.

Hamas et gouvernement israélien emploient régulièrement des moyens ignobles. C'est encore moins pardonnable du côté de l'Etat israélien, qui est l'opresseur colonialiste et qui prétend sans rire être un pays démocratique et respectueux des règles internationales.

On voit que quand les fins sont néfastes (coloniser, dominer, assujettir, éliminer un peuple) les moyens le deviennent très vite également.

Des juifs et des israéliens critiquent fortement le gouvernement d'Israël, notamment aux USA, ils veulent que soient employés des moyens nettement plus raisonnables, ils ne veulent pas de crimes de guerre, ils réclament, y compris par des manifestations, l'arrêt des bombardements de Gaza, et ils critiquent aussi le colonialisme, et aussi la volonté d'éradication des palestiniens exprimée par des dirigeants israéliens.

[Le Hamas aussi est très critiquée par des palestiniens](#), sans doute moins ouvertement car la répression guette.

Pendant ce temps, en France, la répression étatique continue envers toute manifestation pour la paix et la fin des crimes de guerre contre la population de Gaza.

Et le régime macroniste a contribué à bloquer une résolution humanitaire proposée à l'ONU le 16 octobre, puis le 18 octobre ce sont les USA qui ont bloqué une résolution plus consensuelle !

Le soutien réaffirmé du gouvernement français et d'autres pays au gouvernement israélien qui commet des crimes de guerre de masse à Gaza crée de graves troubles à l'ordre public ici et à l'étranger. (et bien sûr ça encourage fortement le gouvernement israélien à continuer ses carnages) À Beyrouth par exemple, l'ambassade de France a été caillassée. Cette complicité honteuse avec les massacres commis par l'armée d'Israël est de plus de plus mal perçue ici et ailleurs, et c'est bien normal.

Cette politique ignoble du régime macroniste est insoutenable, elle doit cesser. Qu'ils partent tous avec leurs alliés de l'autre droite (LR) et d'extrême-droite.

Partout, les intérêts géostratégiques, politiques et économiques priment sur les populations

Plus généralement, on constate, lors de ce conflit et d'autres en cours ou passé (souvent oubliés car les médias ne s'y intéressent pas et/ou nos populations n'y sont pas impliquées), que les Etats se soucient bien davantage de leurs intérêts géostratégiques, politiques et économiques que des populations. Déjà, en l'absence de démocratie réelle ici et ailleurs, les peuples ne prennent pas part aux grandes orientations de leurs pays.

L'Etat et les nationalismes portent la guerre. Le système industriel l'alimente.

Plus que jamais les peuples sont de la chair à canons ou à patrons.

- Un point sur la situation avec des posts, des analyses et des prises de position :

Juives et Juifs Révolutionnaires : JJR pleure les victimes des massacres en Israël et en Palestine

► [Juives et Juifs Révolutionnaires : JJR pleure les victimes des massacres en Israël et en Palestine](#)

Ce samedi 7 octobre, nous nous sommes réveillés avec le choc des images de l'attaque menée par le Hamas, des témoignages terrifiants, la peur pour nos proches là-bas pour certain-es d'entre nous, et pour tou-te-s, la peur pour les Juif-ves ici. A cela s'est ajoutée une avalanche de commentaires et de communiqués. Une partie des gauches politiques, décoloniales et antiracistes, s'est démarquée par le soutien explicite aux tueurs antisémites, reprenant parfois mot pour mot la communication du Hamas.

Nous sommes furieux·es contre ceux et celles qui se réjouissent ici du sang versé par le Hamas. Furieux-ses de constater le résultat de décennies de déshumanisation des vies israéliennes. Nous sommes halluciné-es de constater le peu de cas qu'ils et elles font des vies palestiniennes puisque ces soutiens du Hamas ne semblent pas comprendre les répercussions qui s'annoncent déjà sur la situation au Moyen-Orient.

Le bilan actuel fait état de plus de 900 mort·es et 2 616 blessé·es en Israël au cours de ces attaques, dont la grande majorité étaient et sont des civil-es désarmé-es.

Nous voulons rappeler une chose : rien ne peut justifier l'exécution délibérée de civils, qu'ils soient israélien-nes ou palestinien-nes. Rien.

(...)

► Voir aussi : [Stop aux massacres en cours à Gaza](#)

L'horreur succède à l'horreur. Aux crimes antisémites commis par le Hamas le week-end dernier et à la découverte des atrocités succède désormais la vengeance aveugle du gouvernement israélien. Après avoir bestialisé les Palestinien-nes de Gaza par des déclarations racistes aux accents exterminateurs, le gouvernement Netanyahu déploie toute la disproportion de sa puissance militaire et diplomatique et prive les habitant-es de Gaza d'eau, d'électricité et de carburant tant que les otages ne sont pas libéré-es, et organise le déplacement forcé de plus de 1,1 million de personnes.

Ces mesures criminelles et inhumaines, qui engagent le pronostic vital de 2,3 millions de personnes, s'accompagnent de bombardements massifs occasionnant des victimes en grande majorité civiles, parmi lesquelles des enfants et des personnes vulnérables. Le bilan est actuellement de plus de 1500 mort-es et plus de 6600 blessé-es et s'alourdit d'heure en heure. Le massacre, les déplacements forcés de population et les restrictions infligées aux Gazaoui-es ne sont en aucune façon une réponse tolérable aux tueries du 7 octobre. Comme sont proscrits les prises d'otages et les massacres du Hamas, le droit international, notamment la convention de Genève interdit ce que pratique le gouvernement israélien : la prise pour cible de civils ou d'objectifs civils, les punitions collectives, et le fait de priver des populations des biens nécessaires à leur survie. On ne peut répondre à des crimes par d'autres crimes.

(...)

UN GÉNOCIDE DES JUIFS ET JUIVES CONTRE LA GUERRE OCCUPENT LE CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

Des centaines de juifs américains, dont 25 rabbins, opposés aux frappes sur la bande de Gaza, ont manifesté à l'intérieur du Capitole pour réclamer un cessez-le-feu. « Un génocide est en cours. Tout le monde doit le savoir » expliquait un manifestant.

L'organisation « Jewish voice for peace » précise que « que des milliers de Juifs américains » ont manifesté à l'extérieur du bâtiment pendant que « plus de 350 étaient à l'intérieur, dont deux douzaines de rabbins, résistant par la prière ».

L'objectif de cette action spectaculaire est d'exiger des élus et de l'administration Biden qu'ils appellent à un

cessez-le-feu à Gaza plutôt que de « soutenir inconditionnellement » les crimes de guerre commis par Israël.

« Les juifs disent : cessez-le-feu maintenant » et « Pas en notre nom »

Les T-Shirts et les banderoles de manifestants proclamaient : « Les juifs disent : cessez-le-feu maintenant » et « Pas en notre nom ». Leur objectif était de résister et de rester sur place jusqu'à l'obtention d'un arrêt des bombardements. Mais la police du Capitole a interpellé plusieurs protestataires. « Les manifestations ne sont pas autorisées à l'intérieur des bâtiments du Congrès », s'est-elle justifiée sur Twitter.

Cette action courageuse prouve une fois de plus, s'il le fallait, que de nombreuses personnes juives dans le monde refusent qu'Israël commettent des bombardements en leur nom, qu'il ne faut jamais assimiler la politique criminelle du gouvernement israélien à la communauté juive et que s'opposer au colonialisme n'est pas de l'antisémitisme.

Une telle initiative démontre aussi à quel point la France est devenue un État autoritaire. Pendant que des centaines de personnes peuvent entrer dans le congrès des USA, l'équivalent du Parlement, la police française arrête la moindre personne qui brandit un drapeau palestinien dans l'espace public. Occuper un lieu de pouvoir en soutien à Gaza en ce moment en France relèverait de la science fiction.

▶ vidéo : <https://fb.watch/nMKOpKNK9b/>



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ A GAZA

Ce mardi 17 octobre, un bombardement israélien a visé une école de l'ONU transformée en refuge à Gaza. « Au moins 4000 personnes ont trouvé refuge dans cette école de l'UNRWA transformée en refuge. Elles n'avaient et n'ont toujours nulle part où aller » explique l'ONU. Au moins 6 personnes ont été tuées.

Peu après, les missiles de l'armée israélienne ont visé l'hôpital Ahli Arab, l'un des plus anciens de la ville de Gaza, géré par l'Église, et rempli de blessés, notamment d'enfants. C'est un abominable massacre.

Les bilans provisoires font état de 800 morts. Le ministère de la santé du territoire palestinien estime que « des centaines de victimes se trouvent dans les décombres ». Des vidéos que nous préférons ne pas diffuser montrent des monceaux de cadavres enchevêtrés, de femmes, d'enfants et d'hommes qui étaient soignés sur place. Il est impossible que les avions de guerre sophistiqués et les bombes de l'une des armées les plus puissantes du monde aient pu toucher « accidentellement » une aussi grosse infrastructure de santé.

En une seule frappe, Israël a probablement tué plus de civils que toute l'offensive du Hamas le 7 octobre.

« La seule chose qui doit entrer à Gaza, ce sont des centaines de tonnes d'explosifs de l'armée de l'air, pas une once d'aide humanitaire »

Le ministre de la sécurité, d'extrême droite, Itmar Ben Gvir, passe ses journées à distribuer des armes de guerre aux colons israéliens. Il a déclaré, peu après la frappe sur l'hôpital : « La seule chose qui doit entrer à Gaza, ce sont des centaines de tonnes d'explosifs de l'armée de l'air, pas une once d'aide humanitaire ».

Puisque les médias organisent depuis 10 jours une polémique sur la façon de désigner le Hamas, comment qualifier ces actes de l'armée israélienne ? Terrorisme ? Crime contre l'humanité ? Génocide ?

En tout cas, cela se déroule sous nos yeux, et nos gouvernants ainsi qu'une grande partie de la gauche française y apportent leur soutien. Il n'y a aucune excuse. Que l'histoire retienne à jamais la complicité des médias et de la classe politique française sur ce qui se passe.



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

PALESTINE : COMMENT L'OCCIDENT A BLOQUÉ DEUX RÉOLUTIONS DE L'ONU CONTRE LA GUERRE

Le 7 octobre, le Hamas lançait une offensive depuis Gaza contre Israël, tuant des centaines de soldats et plus d'un millier de civils. Depuis, l'État israélien organise un siège total de la bande de Gaza et ses 2 millions d'habitants.

Comme au Moyen-Age : pas d'eau, pas de nourriture, pas de courant, pas de soins, une punition collective, une mise à mort à petit feu. Et sur cette enclave densément peuplée, un tapis de bombe frappe les habitations, les écoles, les hôpitaux. L'armée israélienne a déjà tué 3500 civils dont plus de 1000 enfants. Les dirigeants d'extrême droite en Israël justifient ce massacre, tiennent des propos ouvertement génocidaires, et promettent que ce n'est « que le début » en attendant une offensive militaire terrestre.

Face à ce nettoyage ethnique qui se déroule sous nos yeux, les dirigeants occidentaux ont empêché non pas une mais deux résolutions de l'ONU dénonçant la guerre.

Notre gouvernement a donc voté pour continuer le massacre

Un premier projet de résolution a été présenté par la Russie lundi 16 octobre, appelant à un cessez-le-feu humanitaire, à la libération des otages et à aider l'évacuation des civils. Il été rejeté par le Conseil de sécurité de l'ONU. Pour être adoptée, une résolution doit recueillir l'approbation d'au moins neuf des 15 membres du Conseil, et il ne doit pas y avoir de veto d'un des 5 membres permanents : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie ou la Chine. Un seul de ces 5 États peut bloquer n'importe quelle résolution.

Dans le cas du projet de résolution du 16 octobre, le texte a recueilli seulement cinq voix favorables et quatre voix défavorables, dont la France. Le reste des pays s'est abstenu. Notre gouvernement a donc voté pour continuer le massacre. Quelques heures plus tard, un hôpital et une école étaient visés par des tirs, et la boucherie continuait.

Une deuxième résolution a été proposée par le Brésil mercredi 18 octobre. Le président Lula, plus diplomate, a proposé à l'ONU un texte consensuel, dénonçant à la fois le Hamas et Israël. La résolution « condamnait fermement toutes les violences et les hostilités contre des civils et tous les actes de terrorisme » et « exhortait toutes les parties à pleinement se plier aux obligations du droit international, notamment les droits humains internationaux, y compris dans la conduite des hostilités ». Ce texte, modéré, ne ciblait même pas explicitement Israël. Le but était de faire l'unanimité pour sauver des civils.

Mais même cette proposition a été rejetée ! Sur 15 États membres du Conseil, 12 ont voté pour et deux se sont abstenus. Cette fois, la France a voté pour. Mais ce sont les États-Unis, seuls, qui ont posé leur veto, bloquant le texte. Le gouvernement Biden a empêché la résolution car elle ne mentionnait pas « le droit d'Israël à se défendre » !

L'occident dans toute son hypocrisie, prétend souhaiter la paix mais fait tout pour que la guerre continue et s'amplifie. Par deux fois, la communauté internationale aurait pu appeler à protéger les civils. Par deux fois, elle ne l'a pas fait à cause d'une poignée de puissances impérialistes, alliées indéfectibles d'Israël. Et officiellement complices de crimes de guerre en cours.

(posts de Contre Attaque)

"Un nettoyage ethnique en Palestine" - Kaoutar harchi & Joseph Andras

► ["Un nettoyage ethnique en Palestine" - Kaoutar harchi & Joseph Andras](#)

Entretien avec Pascal Boniface : "Le conflit israélo-palestinien n'est en rien un conflit religieux"

Des précisions sémantiques et contextuelles utiles :

► [Entretien avec Pascal Boniface : "Le conflit israélo-palestinien n'est en rien un conflit religieux"](#)

Le 7 octobre 2023, le Hamas, groupe armé islamiste de la bande de Gaza a lancé des attaques tuant au moins 1300 personnes, pour l'essentiel des civils israéliens. À la suite de cette attaque, l'État d'Israël a bombardé la bande de Gaza tuant au moins 2 200 Palestiniens, là aussi une majorité de civils.

Sur le conflit israélo-palestinien, la plupart des médias généralistes ne nous semblent pas remplir correctement leurs missions : absence de remise en contexte, traitement purement émotionnel, deux poids deux mesures, alignement sur la position du gouvernement, invitations de personnalités médiatiques sans aucun lien ou connaissances particulières du sujet, diabolisation des opinions divergentes...

Pour prendre du recul, nous pensons qu'il est mieux de s'adresser à des personnes dont c'est le domaine d'expertise, qui ont réellement travaillé sur les sujets dont ils parlent. Nous avons donc eu la chance de pouvoir échanger avec Pascal Boniface, un des experts français les plus reconnus en géopolitique.

Dans cet entretien nous revenons avec lui sur l'origine de la crise, le contexte, ainsi que sur les mots qui font débat en ce moment ("terrorisme", "résistance", "apartheid", "nettoyage ethnique" "droit de se défendre" etc).

(...)



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

Vers un génocide ?

"Selon la loi internationale, le crime de génocide est défini par « l'intention de détruire en tant que tel, partiellement ou totalement, un groupe national, ethnique, racial ou religieux » [...] La Convention des Nations Unies sur le génocide énumère cinq actes qui relèvent de sa définition. Israël en commet actuellement trois à Gaza : « 1. Tuer des membres du groupe. 2. Causer des dommages corporels ou mentaux graves aux membres du groupe. 3. Imposer délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. [...]

Pendant ce temps, les verbes génocidaires à€" appelant à « effacer » et « raser » Gaza à€" sont devenus omniprésents sur les réseaux sociaux israéliens. A Tel Aviv, on a pu observer une banderole affichant « Zéro Gazaouis » pendue à un pont.

En effet, l'attaque génocidaire d'Israël sur Gaza est assez explicite, transparente, et éhontée."

Raz Segal, historien israélien, spécialiste de l'Holocauste.

"Un responsable de l'ONU vient de me dire que les civils de Gaza sont réduits à boire de l'eau de mer parce que l'eau potable est épuisée. Les sacs mortuaires s'épuisent, le carburant pour les générateurs des hôpitaux alimentant les ventilateurs s'épuisera dans quelques heures. L'approvisionnement alimentaire est faible. Les bombardements s'intensifient. Il n'y a pas de mots."

Bel Trew, Reporter

Le bilan de 2670 morts palestiniens à Gaza n'inclut pas le nombre de disparus

"Le bilan de 2670 morts palestiniens à Gaza n'inclut pas le nombre de disparus. Selon un communiqué du ministère de la Santé de Gaza, 1200 personnes sont portées disparues, dont quelque 500 enfants. "Nous espérons que certains d'entre eux sont encore en vie," indique le communiqué."

Sharif Kouddous, journaliste

Ceci n'est pas une guerre, c'est une opération d'anéantissement d'un peuple dont un gouvernement veut se débarrasser. Les dirigeants occidentaux et tous ceux qui soutiennent la politique coloniale de l'État israéliens ont du sang sur les mains.

úø WASHINGTON : DES COLLECTIFS JUIFS POUR LA PAIX ENCERCLENT LA MAISON BLANCHE

Le 16 octobre, entre 1500 et 2000 activistes juifs ont manifesté à l'appel du collectif « If Not Now » à Washington, capitale des États-Unis. De nombreuses pancartes y dénonçaient l'apartheid en Israël ou le « génocide » à Gaza, bombardée par Tsahal.

« If Not Now » est un collectif de « Juifs américains qui vise à mettre fin au soutien américain au système d'apartheid israélien et exiger l'égalité, la justice et un avenir prospère pour tous. »

Le cortège s'est rendu devant la Maison Blanche, siège du président, pour exiger un cessez-le-feu et montrer le refus de laisser l'extrême-droite suprémaciste qui gouverne en Israël continuer son massacre au nom de la communauté juive. Dans la protestation se trouvait l'acteur Wallace Shawn.

La Maison Blanche a été encerclée, et les entrées et sorties bloquées, ainsi que la 17e rue, principal accès au bâtiment, tant que « Biden n'aura pas appelé à un cessez-le-feu ». Mais la police a dispersé les personnes assises sur la route et a arrêté plusieurs militant-es.

La communauté juive n'est pas unanime derrière les crimes commis à Gaza

En France, cette manifestation devant le palais présidentiel n'aurait même pas été imaginable. Elle aurait été interdite et ses participant-es verbalisé-es, matraqué-es et enfermés-es. Parce qu'ils auraient défendu la paix en Palestine. Est-ce que tout le monde réalise bien que la France fait désormais bien pire que les États-Unis, coeur de l'impérialisme mondial et pays qui a toujours été le plus fervent soutien d'Israël ?

Cette mobilisation juive pour la paix à Washington est une démonstration que le monde entier se rend compte de ce qui se passe et que la communauté juive n'est pas unanime derrière les crimes commis à Gaza. L'histoire jugera les propagandistes couverts de sang qui sont aujourd'hui complices d'un massacre et retiendra que les paroles, encore trop rares, contre l'attaque israélienne étaient dans le camp des justes.

▶ vidéo : <https://fb.watch/nKb9OQd6lC/>

(posts de Contre Attaque)

DIVERS

- [Gérald Darmanin saisit la justice contre la députée LFI Danièle Obono pour « apologie du terrorisme »](#) - Dans un entretien accordé à Sud Radio, Danièle Obono avait qualifié le Hamas de « mouvement de résistance ». « C'est un fait. Ni une excuse, ni un soutien, ni une caution pour ses crimes de guerre abjects contre les civils israéliens », s'est-elle justifiée dans un second temps.
- [Gaza : la catastrophe imminente et l'urgence de l'arrêter](#) - En guise de « riposte » à l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas, durant laquelle de nombreux civils ont été tués, l'État d'Israël ne se contente pas de commettre des crimes de guerre à une vaste échelle (presque 3000 Palestinien-nes, dont plus de 1000 enfants, sont déjà mort-es sous les bombes !). Il prépare le terrain à une nouvelle Nakba (« catastrophe »), autrement dit une nouvelle étape de conquête territoriale et de nettoyage ethnique. Selon Gilbert Achcar, seules des mobilisations de masse dans les pays occidentaux, en solidarité avec Gaza et la Palestine, pourraient amener les États-Unis et les pays européens à faire pression sur Israël pour stopper son offensive criminelle. (...) Le terrorisme d'État a en effet causé bien plus de victimes dans l'histoire que le terrorisme de groupes non étatiques.
- [Internationalisme et anti-impérialisme aujourd'hui - Moishe Postone](#) - Les éditions Crise et Critique nous ont transmis cette traduction inédite d'un texte de l'historien et théoricien Moishe Postone (1942-2018), paru en 2006. Il analyse les déplacements politiques et historiques de l'anti-impérialisme depuis la guerre froide et propose « de restaurer et de reformuler un internationalisme qui se passe de dualismes ».
- [L'ECCP appelle à la protection des Palestiniens à Gaza et au respect du droit international](#) - Article traduit, tiré du site de la Coordination Européenne des associations et des comités palestiniens. L'ECCP condamne la violence dévastatrice en Israël et à Gaza ces derniers jours. Cibler délibérément des civils et mener des attaques disproportionnées et aveugles qui tuent ou blessent des civils constituent des crimes de guerre.



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

HÔPITAL BOMBARDÉ : GUERRE DE PROPAGANDE

Mardi 18 octobre au soir, une détonation a frappé l'hôpital Ahli Arab, l'un des plus anciens de la ville de Gaza, géré par l'Église, et rempli de blessés. Un abominable massacre, évalué à plusieurs centaines de morts. Très rapidement, l'État israélien a assuré qu'il n'était pas responsable, et qu'il s'agissait d'un tir de « roquette défectueuse » provenant en réalité d'un commando palestinien, qui aurait touché sa propre population. Une bataille communicationnelle fait rage.

Commençons par le début : en 11 jours, il est établi qu'Israël a tué 12 journalistes, coupé le courant, déplacé 1 million de personnes et empêché la presse internationale d'entrer. Il n'y a donc pas de journalistes extérieurs sur place et les journalistes palestiniens risquent leur vie. Aucun observateur indépendant n'est capable de clarifier la situation. C'était précisément le but d'Israël : organiser un huis-clos sans témoin dans une zone assiégée. Reprendre les affirmations de l'armée israélienne comme le font les médias français est aussi malhonnête que s'ils diffusaient, tel quel, un communiqué du Hamas.

En 11 jours, l'OMS a recensé des attaques sur « 111 infrastructures médicales », et dénonce « 60 ambulances visées »

Rappelons un autre fait. Juste avant l'explosion de l'hôpital Al-Alhi, un bombardement israélien a visé une école de l'ONU transformée en refuge. « Au moins 4000 personnes ont trouvé refuge dans cette école de l'UNRWA. Elles n'avaient et n'ont toujours nulle part où aller » expliquait l'ONU. Au moins 6 personnes ont été tuées. Cela n'est pas contesté par Israël, et très peu de médias en ont parlé.

Autre rappel : en 11 jours, l'OMS a recensé des attaques sur « 111 infrastructures médicales », et dénonce « 60 ambulances visées » Quant à l'hôpital Al-Alhi, l'Archevêché de Canterbury dont dépend cet hôpital rappelle qu'il a déjà subi des « tirs de roquettes israéliennes » le 14 Octobre. Et que l'armée israélienne avait exigé son évacuation.

Après l'explosion du 18 octobre à l'hôpital Al-Alhi, des comptes officiels israéliens ont d'abord revendiqué la frappe. Un influenceur numérique nommé par Netanyahu a décrit le tir comme visant une « base terroriste à l'intérieur d'un hôpital » avant de l'effacer, de même qu'un compte Facebook de Tsahal. Dans un second temps, le bilan des victimes a été minimisé. Avant que, dans un troisième temps, vue l'ampleur que prenait le scandale, l'armée israélienne affirme qu'il s'agissait d'un tir de roquette islamiste défectueuse. Tsahal a diffusé une vidéo censée prouver ses dires avant de la supprimer précipitamment, puisqu'il s'agissait d'une toute autre roquette. Qui croire ? Beaucoup de questions se posent. Comment une roquette artisanale pourrait avoir une puissance de feu capable de tuer des centaines de personnes d'un coup ? Des défenseurs d'Israël prétendent qu'elle aurait pu frapper une cache de munitions, par un hasard extraordinaire. Mais il n'y a pas eu d'explosions secondaires. Comment des commandos assiégés avec des moyens rudimentaires posséderaient des bombes aussi puissantes qu'une armée régulière ?

Cette guerre de l'information n'est pas nouvelle. Après l'offensive du Hamas, les chaînes israéliennes reprises par le monde entier avaient parlé de « 40 bébés décapités ». Une atrocité qui n'a été constatée par aucun journaliste sur place, et que l'état major de l'armée israélienne n'a pas confirmée. L'information, qui émanait d'un colon extrémiste engagé dans l'armée n'est toujours pas vérifiée, mais elle continue d'être reprise telle quelle pratiquement tous les jours.

Au mois de mai 2022, la journaliste Shireen Abou Akleh portant un casque « Presse » avait été exécutée par un soldat de l'armée israélienne à Jénine. À cette occasion, un représentant de Tsahal avait été invité sur BFM et certifiait que la victime avait été touchée par le tir d'un militant palestinien. Présenté comme un simple « habitant de Tel-Aviv », celui-ci assurait en direct : « Y a des vidéos qui l'ont montré. » Aucune vidéo ne montre cela. L'enquête a depuis prouvé que la journaliste avait été tuée par Tsahal, et ses obsèques ont elles-mêmes été réprimées par la police militaire.

Le 9 juin 2006, sur une plage de la bande de Gaza, huit personnes dont trois enfants d'une même famille

palestinienne sont tuées dans une frappe. Israël dénonce un tir de roquette défectueuse du Hamas. Il faudra des années d'enquête et de polémiques avant que l'ONG Human Rights Watch estime qu'il y a des « raisons de conclure qu'un obus d'artillerie israélien a causé l'explosion ».

Durant l'été 2014, quatre enfants palestiniens sont tués sur la plage de Gaza par une frappe israélienne. L'armée se réfugie derrière une supposée présence de « terroristes » sur la plage mais finit par reconnaître une « erreur d'identification ».

La désinformation est l'une des armes les plus importantes dans un conflit militaire. Semer le doute, c'est déjà une victoire pour le camp qui a commis un crime. Cela permet de gagner du temps, de diluer les responsabilités.

Concernant l'hôpital frappé à Gaza, il n'y a donc aucune certitude. En revanche, il est absolument impossible que les 111 infrastructures médicales attaquées, selon les chiffres de l'OMS, et les dizaines d'ambulances bombardées aient chacune été touchées "par erreur" par des "roquettes défailantes". Et les milliers de victimes civiles depuis 11 jours, dont un tiers d'enfants, n'ont pas non plus été tuées par erreur, mais avec une volonté de vengeance et de terreur contre une population. Et ces évidences, aucun média français ne les rappellera.

NANTES : DES CENTAINES DE PERSONNES EMPÊCHÉES DE MARCHER POUR LA PALESTINE

La France est en train de s'habituer tranquillement à des scènes réservées jusqu'ici à la Russie de Poutine. Rappelez-vous de ces manifestant-es russes brandissant des pancartes pour la paix en Ukraine, qui étaient arrêté-es par la police russe l'année dernière. Les images avaient choqué le monde entier, c'était le symbole de l'affreuse dictature guerrière en vigueur dans ce pays.

Ce sont exactement les mêmes images qui se répètent désormais dans les villes françaises, dans une indifférence glaçante. Ce mercredi 18 octobre, des centaines de personnes se retrouvaient dans le centre-ville de Nantes contre les crimes de masse commis contre la population palestinienne. Des drapeaux, des pancartes, des appels à la paix. Un peu de chaleur et d'énergie dans cette ambiance de mort. Tout cela est devenu interdit en France.

Des hommes en armes, extrêmement nombreux, sont venus arracher plusieurs personnes au sein du cortège ayant le malheur d'avoir des signes distinctifs. Une personne a été matraquée au sol, d'autres gazées. Même les poussettes étaient suspectes pour les forces de l'ordre. Certains prennent des risques pour défendre la paix. Les CRS travaillent pour la guerre.

Les CRS travaillent pour la guerre

Le cortège a rapidement tenté de se mettre en route, mais il a été repoussé par un très gros dispositif sur les rebords du miroir d'eau, où la police a chassé les dernier-es manifestant-es et organisé une nasse. Une dizaine de personnes auraient été arrêtées et beaucoup d'autres ont reçu des amendes.

Une fois la nuit tombée, un groupe de courageux et courageuses a improvisé un deuxième cortège scandant « Gaza, Nantes est avec toi ! » **Macron soutient les bombardements de civils palestiniens et interdit, plus qu'aucun autre pays occidental, toute expression de la part de sa propre population. La chute semble sans fin. Mais les mauvais jours finiront.**



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

% RÉVOLTES DANS LES RUES DU MAGHREB ET DU PROCHE ORIENT

Face à l'horreur des bombardements israéliens sur les civils de Gaza, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues du Maghreb et du proche Orient dans la nuit du 17 au 18 octobre.

La violence coloniale embrase toute une partie du globe, et le feu s'étend

Dans les rues de Tunis, une énorme manifestation s'est rendue devant l'ambassade de France pour dénoncer la complicité de Macron avec Israël aux cris de « Macron assassin ». À Beyrouth, l'ambassade de France a été caillassée et celle des États-Unis incendiée. Jusque récemment, la France était non-alignée avec les USA sur les questions géopolitiques : elle avait refusé d'attaquer l'Irak en 2003 et appelait à la désescalade en Palestine. Cela valait encore à la France d'être un minimum respectée dans les pays à majorité arabes. **Avec Macron, la France n'est plus qu'un petit vassal fanatique qui soutient les crimes de guerre israélien, et désormais considérée comme hostile au monde musulman.**

À Amman en Jordanie, une marée humaine a aussi tenté de s'approcher de l'ambassade états-unienne et d'Israël. À Ankara, l'ambassade d'Israël était visée par des feux d'artifice. Dans les rues de Palestine, de sérieux affrontements ont eu lieu.

La violence coloniale embrase toute une partie du globe, et le feu s'étend.

▶ vidéo : <https://fb.watch/nMK83O0rhn/>



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

GAZA : LE CONSEIL D'ÉTAT REJETTE L'INTERDICTION SYSTEMATIQUE DES MANIFESTATIONS

C'est une contorsion juridique dont seul l'esprit tortueux des magistrats est capable. Le 12 octobre, Gérald Darmanin envoyait un télégramme à tous les préfets pour interdire systématiquement toutes les « manifestations propalestiniennes, parce qu'elles sont susceptibles de générer des troubles à l'ordre public ». Dans les médias, le Ministre assimilait ces mobilisations à un soutien au Hamas.

Aucun gouvernement occidental n'est allé aussi loin. Une interdiction totale, sur tout le territoire et sans limite dans le temps, de toute expression collective pour la Palestine. Jusqu'ici, les autorités devaient justifier une interdiction de manifester, dire sur quelle durée et en quel lieu elle s'exerçait. C'est une attaque sans précédent du droit d'expression et de manifestation. L'avocat du Comité Action Palestine a déposé un recours au Conseil d'État.

Aucun préfet ne prendra le risque de déplaire au Ministre de l'Intérieur

Le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative du pays, a rejeté ce recours. Mais il a aussi dénoncé dans sa décision rendue le 18 octobre la « rédaction approximative » des consignes de Darmanin, affirmant « qu'aucune interdiction ne peut être fondée uniquement sur ce télégramme » ou « sur le seul fait que la manifestation vise à soutenir la population palestinienne ». Sinon, c'est la porte ouverte à tout : interdire par principe toute mobilisation sur un sujet « sensible ». L'écologie par exemple.

L'avocat qui a déposé le recours, Vincent Brengarth, estime qu'il s'agit d'un « désaveu pour le ministère de l'Intérieur » et ton télégramme qui est « une atteinte grave à la liberté d'expression » visant un « objet qui n'est même pas défini ». En effet, Darmanin a juste parlé de revendications « propalestiniennes » sans même désigner précisément de quoi il s'agit.

Si le Conseil d'État critique la consigne du gouvernement, il conclut qu'il « revient aux préfets d'apprécier, au cas par cas, si le risque de troubles à l'ordre public justifie une interdiction ». Ce qui nous fait une belle jambe. Les préfetures sont des institutions qui datent de l'Empire, les préfets sont des super-flics nommé par le pouvoir, chargés d'un territoire, totalement soumis au gouvernement. Aucun préfet ne prendra le risque de déplaire au Ministre de l'Intérieur.

¥ PARIS : FORTE MOBILISATION POUR LA PALESTINE

Ce jeudi 19 octobre au soir, des milliers de personnes se sont réunies Place de la République à Paris pour témoigner une nouvelle fois leur solidarité avec le peuple Palestinien, malgré les interdictions.

Une banderole géante a été accrochée à un immeuble, des slogans ont résonné, mais les forces de l'ordre très nombreuses ont commencé à investir la place avec un canon à eau pour réprimer la mobilisation.

Miracle, en pleine opération policière, la décision du tribunal administratif a été rendue suite à un recours déposé en urgence : la manifestation était finalement autorisée. Les agents ont dû se replier de la place remplie de monde, avec leurs véhicules sous les huées.

La mobilisation s'est déroulée sans encombre aux cris de « Nous sommes tous des palestiniens » et « Israël assassin, Macron complice ». Puis la foule est partie en défilé spontané, qui a été chargé par les forces de l'ordre. Au moins une interpellation violente a eu lieu, un policier a écrasé la tête d'un manifestant. La violence vient toujours des autorités.

Cette mobilisation puissante en appelle d'autres.

▶ vidéo : <https://fb.watch/nN-M0zWNvz/>

¥ : Clément Lanot, CLPress, Luc Auffret, Taoualit Amar
(posts de Contre Attaque)



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

Toujours plus loin dans la dictature version Macron !

Le secrétaire général de l'union départementale CGT du Nord a été interpellé ce matin à 6h à son domicile et placé en garde à vue. La secrétaire administrative de l'union départementale a également été interpellée. Ils auraient été arrêtés pour « apologie du terrorisme ».

Des moyens grandioses ont été déployés pour effectuer ces arrestations : une dizaine d'agents, pour certains cagoulés.

Ces interpellations sont très probablement la conséquence des prises de positions et des appels à manifester de la CGT Nord en soutien au peuple palestinien et contre la guerre à Gaza.

L'UD CGT du Nord appelle à se rassembler immédiatement devant le commissariat de Lille.

Non content de supprimer le droit de manifester en France, et de verbaliser les personnes osant sortir dans la rue pour exprimer leur refus de la guerre, le pouvoir n'hésite plus à criminaliser les responsables syndicaux, associatifs et politiques, tout comme les journalistes qui osent ne pas être sur la même ligne que lui. Cette démocratie ressemble décidément de plus en plus à une dictature.

La France condamne avec la plus grande fermeté.

Déclaration de Anne Claire Legendre ce 19 octobre.

Toutes les vies civiles humaines comptent.

Sauf celles qui sont à Gaza.

Surréaliste.

▶ vidéo : <https://fb.watch/nO9yG-lwN1/>

(posts de CND)



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

GAZA : UNE ÉGLISE OÙ SE RÉFUGIAIENT DES CIVILS BOMBARDÉE

Même s'ils sont rares, il existe encore une communauté et des lieux de culte chrétiens à Gaza. Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'église orthodoxe Saint-Porphyre a été bombardée. Il s'agit de la plus ancienne église de la ville. Selon un religieux, le bilan provisoire serait très lourd, plusieurs dizaines de morts. Le patriarche orthodoxe de Jérusalem a déclaré : « Nous condamnons fermement le bombardement de l'armée israélienne contre notre église historique ».

Cette église était un lieu de refuge pour des civils chrétiens et musulmans afin de se protéger des bombardements. Plusieurs centaines de personnes se trouvaient à l'intérieur de l'église quand elle a été frappée.

Libération évoquait le sort des chrétiens de Gaza dans un article paru le 17 octobre. Le journal expliquait que la petite communauté « d'environ 1000 fidèles a décidé de rester dans la ville malgré l'annonce d'une attaque de l'armée israélienne et l'ultimatum » exigeant de se déplacer vers le sud.

« Pratiquement tous ont choisi de rester, considérant que c'est plus sûr car la situation est partout de plus en plus délicate », expliquait le patriarche latin de Jérusalem. « Se déplacer est très dangereux car il y a beaucoup de morts pendant ces transferts et les endroits pour trouver refuge sont déjà débordés. Il n'y a nulle part où aller », avait-t-il ajouté.

C'est donc à la fois un lieu de culte et un refuge connu qui a été frappé. Le journal Le Monde rapporte que ce serait une cible « proche » de l'édifice qui était visée. Sauf que les premières images disponibles montrent l'église dévastée par une explosion très puissante.

Précision importante, cette église est située près de l'hôpital al-Ahli qui a été touchée par un tir la veille. Tout porte donc à croire que cette zone est particulièrement bombardée...

L'armée israélienne annonce une invasion terrestre imminente. Cette frappe est-elle un moyen de terroriser les derniers civils qui restent encore dans le nord de la bande de Gaza ?

Les médias vont-ils encore affirmer qu'il s'agit d'une « roquette défectueuse » du Hamas comme la veille sur un hôpital juste à côté ?

Que va dire l'extrême droite européenne qui soutient « sans condition » Israël en fantasmant un choc de civilisation entre un occident « judéo-chrétien » et le monde musulman de ce bombardement d'une église ?



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

ESCALADE TOTALITAIRE

On pensait avoir touché le fond avec le « soutien inconditionnel » du gouvernement à Israël, à l'interdiction totale de toute manifestations pour la Palestine et aux torrents de diffamations contre la France Insoumise, mais non, on creuse encore.

‡ **Le 18 octobre, des policiers sont entrés dans un restaurant tacos de Valence : une fast-food de la chaîne Chamas Tacos. Le « C » de l'enseigne lumineuse était en panne.** Pour les policiers, qui ont lu « Hamas Tacos », il s'agissait d'une provocation et ils ont exigé que l'enseigne soit éteinte sur le champ. Des gérants et des clients estomaqués ont diffusé des vidéos de l'intervention. On y entend les policiers menacer le fast-food d'une fermeture administrative immédiate si l'enseigne restait allumée. « Le C est tombé en panne il y a des mois de cela. On a fait un devis pour refaire toute la façade dans les prochains mois. J'ignorais jusqu'à maintenant que le "Hamas" était une organisation terroriste » explique le gérant. **En France, des néo-nazis peuvent s'armer ou entrer dans la police sans problème, mais une enseigne lumineuse menace la République.**

‡ NOTE : vidéo de cette intervention ubuesque à Valence : <https://fb.watch/nOa5haxHrp/>

Des mots et une pratique qui remontent au régime de Vichy

‡ **« Toutes nos prières pour les habitants de Gaza victimes une fois de plus de ces bombardements injustes qui n'épargnent ni femmes ni enfants. » Voilà les mots du joueur Karim Benzema. Un message qui paraît tout à fait banal, en faveur de la paix, pense-t-on. Mais non, il a valu au footballeur un flot de menaces, d'insultes, de diffamations démontrant le fanatisme et la paranoïa qui règnent en France.** Darmanin a lancé la charge, en affirmant que Karim Benzema était « en lien notoire » avec l'organisation islamiste des Frères Musulmans. Une organisation interdite depuis 2014 en Arabie saoudite, où joue et réside le joueur. Un gros mensonge, qui en plus met en danger le concerné.

Une fois les vannes ouvertes, c'est le déchaînement. Nadine Morano et Valérie Boyer des Républicains ont réclamé la déchéance de nationalité de Benzema. Le joueur né à Lyon a aussi été traité de « français de papier ». **Des mots et une pratique qui remontent au régime de Vichy.** Morano, surexcitée, exultait à la télévision : « s'il y avait la guerre demain en France, je ne suis pas sûre qu'il prendrait les armes pour défendre son pays celui là ». Pour Éric Zemmour, Karim Benzema aurait carrément un « lien direct » avec l'assassinat du professeur Dominique Bernard. Tout cela pour avoir appelé à se recueillir pour les victimes civiles de bombardements !

Avant lui, Omar Sy et Kylian Mbappe avaient déjà subi des diffamations sur BFM pour n'avoir pas soutenu Israël. **Les médias sont tellement racistes que les noirs et les arabes sont obligés de soutenir les bombardements, sous peine de ne plus être français !**

Ce sont les cibles d'un régime fasciste. Que cherchent ces gens, sinon la guerre civile ?

‡ **Vendredi 20 octobre, « une dizaine d'agents, pour certains cagoulés » ont interpellé à 6h à son domicile et placé en garde à vue un responsable de la CGT du Nord de la France. La secrétaire administrative de l'UD a également été interpellée. L'union Départementale du syndicat parle d'une arrestation pour « apologie du terrorisme » suite à un communiqué du syndicat appelant à la paix en Palestine.** Un rassemblement est organisé devant le commissariat de Lille. Cette descente s'inscrit dans une série d'accusations « d'apologie du terrorisme » contre plusieurs partis de gauche. **Les pro-israéliens qui appellent à « raser Gaza » ou à « massacrer les palestiniens », eux, ne seront jamais inquiétés.**

Dans la même veine, les locaux de la CFDT de Nouvelle-Aquitaine ont été ciblés par des tags : « Islamogauchistes traître à notre peuple » ou encore « copains du Hamas ».

Il règne décidément une ambiance kafkaïenne et inquiétante en France. Un climat instauré par le pouvoir en place et des médias intégralement alignés sur la propagande néo-fasciste et guerrière. On voit clairement se dessiner les cibles à abattre dans de pays : musulmans, non-blancs, militant-es de gauche. Ce sont les

cibles d'un régime fasciste. Que cherchent ces gens, sinon la guerre civile ?



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual

GAZA SOUS LES BOMBES, LA SITUATION AU 20 OCTOBRE

; Cela fait 13 jours qu'Israël bombarde sans relâche la bande de Gaza, envoyant des milliers de tonnes d'explosif sur une zone densément peuplée de civils. **Le 20 octobre, au moins 4 137 Palestiniens ont été tués dont 1 661 enfants. 13 162 personnes ont aussi été blessées, et n'ont pas accès aux soins nécessaires. Cela fait trois fois plus que les victimes de l'attaque du Hamas le 7 octobre. Combien de vies palestiniennes vaut une vie Israélienne ? Combien d'enfants de Gaza devront être tués pour qu'Israël s'estime vengée ?**

; **Les USA avancent leurs pions au Proche Orient, et affichent un soutien militaire absolu à Israël.** Les États-Unis, qui fournissent déjà près de quatre milliards de dollars d'aide militaire par an à Israël. Le président Biden veut débloquer 14,3 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir l'État colonial. Et dans cette somme, 10,6 milliards de dollars d'armement pour continuer la boucherie. Des dizaines de milliers d'obus initialement destinés à l'Ukraine sont déjà redirigés vers Israël. Les marchands de canon se frottent les mains.

; Afin de « remplacer les véhicules endommagés », Israël a déjà reçu des véhicules blindés américains par avion-cargo, ainsi que des munitions. Le plus grand porte-avion du monde est aussi au large de la Palestine. Joe Biden l'a dit sans équivoque, pour les USA, « l'axe du mal » en 2023, c'est le Hamas et la Russie. De son côté l'Iran menace. L'administration nord-américaine cherche-t-elle une guerre mondiale ?

; **L'invasion terrestre de Gaza est imminente. Le ministre de la défense israélien Yoav Gallant, a déclaré aux troupes de « s'organiser » et d'« être prêtes » : « Vous voyez Gaza de loin, vous la verrez bientôt de l'intérieur. L'ordre va venir ».** Les tunnels creusés dans le sous-sol de Gaza deviendront « le plus grand cimetière du monde » selon ce ministre.

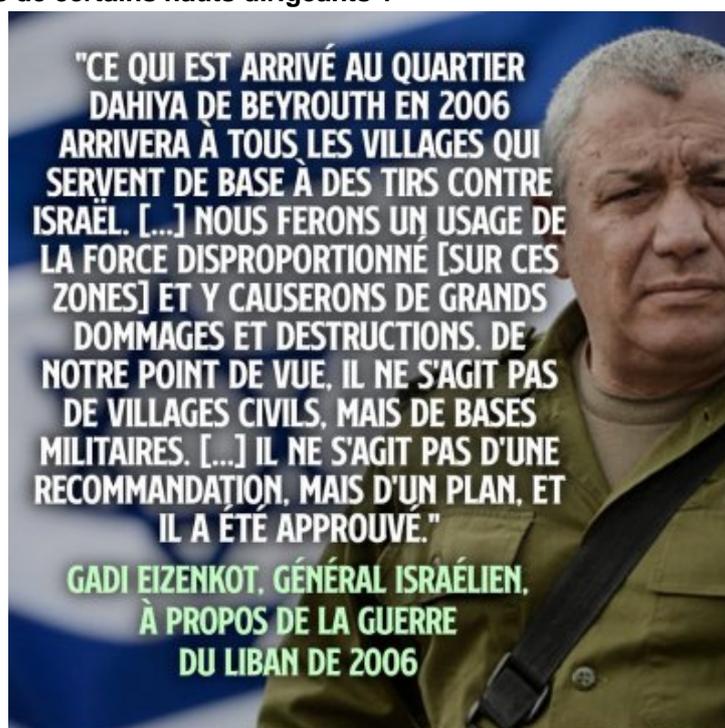
; Concernant l'hôpital Al-Alhi bombardé le 17 octobre, causant au moins 200 morts, les USA refusent une enquête

internationale. Pour le secrétaire d'Etat de la Maison Blanche, une enquête n'est « pas appropriée ». Voilà la vérité officielle : il s'agit d'une roquette palestinienne défectueuse. Pourquoi enquêter alors qu'on peut se contenter de la communication mensongère d'une armée suspectée d'avoir tué des centaines de personnes dans un lieu de soin ?

; Ce 20 octobre, groupe de recherche pluridisciplinaire Forensic Architecture, reconnu pour son expertise à propos des crimes de guerre, et basé à l'université de Londres, a justement publié la première enquête sérieuse sur le bombardement de l'hôpital. Il fait voler en éclat les mensonges de l'armée israélienne : selon les premiers éléments, le tir ne venait pas de Gaza mais d'une position israélienne. Et il correspondrait à une munition d'artillerie plutôt qu'à une roquette. Une analyse sonore montre également que le tir ne venait pas de Gaza. Mais les médias français ne feront évidemment jamais de démenti. **De toute façon, d'autres écoles, centres de soin et même une église ont été bombardés sans que cela ne choque personne.**

; **Ce vendredi, la communauté orthodoxe de Gaza enterrait ses morts. 18 chrétiens palestiniens dont 8 enfants réfugiés dans l'église orthodoxe Saint-Porphyre de Gaza ont été tués par un bombardement israélien.** Les grands défenseurs d'un soi-disant « occident judéo-chrétien » n'ont rien trouvé à redire sur ce tir visant un lieu de culte servant de refuge à des civils. Les chrétiens de Gaza refusent de quitter leur maison pour partir vers le sud du territoire, comme l'ordonne Tsahal.

; **Plus à l'Est, en Cisjordanie, le Times of Israël révèle, images à l'appui, que des soldats et des colons israéliens ont kidnappé trois Palestiniens, les ont déshabillés et attachés pendant des heures, agressés sexuellement, battus et brûlés. Les soldats et colons ont également uriné sur leurs corps. Des méthodes terroristes. Il n'y a eu aucune arrestation. Combien d'autres expéditions racistes de ce type, encouragées par les discours génocidaires de certains hauts dirigeants ?**



Aux USA des juifs protestent en masse contre l'apartheid et veulent l'arrêt des bombardements de Gaza - En France, répression as usual - Le point

LA DOCTRINE DAHIYA : LES CIVILS GAZAOUIS SONT-ILS DES DOMMAGES COLLATÉRAUX DES FRAPPES ISRAËLIENNES ?

1 bâtiment sur 20 a été détruit par les frappes israéliennes en deux semaines

Depuis l'offensive du Hamas le 7 octobre, Gaza est assiégée. La ville est pilonnée par l'armée israélienne sans interruption de jour comme de nuit. Plus de 6 000 tonnes de bombes ont été larguées. La bande de Gaza vit sous blocus depuis 2007. Les Gazaouis n'ont nulle part où aller. Dans cette prison à ciel ouvert, environ 1 bâtiment sur 20 a été détruit par les frappes israéliennes en deux semaines. Des écoles, des hôpitaux, des camps de réfugiés ainsi que des lieux de cultes sont visés par les bombardements de Tsahal.

En France, sur les plateaux de télévision, les propagandistes de l'État colonial israélien répètent en boucle que les victimes civiles sont des « dommages collatéraux », de simples accidents malheureux inévitables dans un contexte de guerre, que « l'armée la plus morale du monde » (sic) ne vise que des objectifs militaires pour anéantir le Hamas. Pour preuves, les communicants de Tsahal parlent de SMS envoyés à la population gazaouie pour qu'ils puissent évacuer les bâtiments qui seront ciblés par les bombardements aériens...

Pourtant les chiffres sont effroyables. Au 20 octobre, les autorités palestiniennes annonçaient 4 137 Palestiniens tués dont 1 661 enfants et de 13 162 personnes blessées.... **Avec d'aussi nombreuses victimes civiles, comment croire que l'objectif des frappes israéliennes ne vise qu'à anéantir la résistance armée de la bande de Gaza ? Le massacre de milliers de civils, est-il de l'ordre du « dommage collatéral » comme l'expliquent les propagandistes de guerre israéliens ? Bien sûr que non. C'est même une doctrine militaire imaginée par les généraux israéliens en 2006 au Liban. La doctrine Dahiya.**

En juillet 2006, la « deuxième Guerre du Liban » éclate. Le conflit armé oppose L'État israélien au parti chiite islamiste du Hezbollah - parti basé à Beyrouth. Les combats vont durer plus de 30 jours. À la suite de tirs de roquettes et d'une incursion d'un commando du Hezbollah en Palestine occupée, 8 soldats de Tsahal sont tués tandis que d'autres sont kidnappés, les généraux de l'armée israélienne décident de mettre en oeuvre une nouvelle doctrine militaire. En « représailles », elle prône l'usage disproportionné de la force en milieu urbain, sans aucune distinction entre cibles civiles et militaires dans un but de « dissuasion ». Un quartier densément peuplé de la banlieue sud de Beyrouth va en faire les frais. Un déluge de feu s'abat sur le quartier de Dahieh Janoubiyé (Dahiya) au mépris du droit international et de la guerre. Les bombardements tuent 1 191 civils libanais et en blessent plus de 4 000 autres.

En octobre 2008, le général israélien Gadi Eizenkot formule à l'agence Reuters le principe de cette doctrine militaire : « Ce qui est arrivé au quartier Dahiya de Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. [...] Nous ferons un usage de la force disproportionné [sur ces zones] et y causerons de grands dommages et destructions. De notre point de vue, il ne s'agit pas de villages civils, mais de bases militaires. [...] Il ne s'agit pas d'une recommandation, mais d'un plan, et il a été approuvé. [...] S'en prendre à la population est le seul moyen de retenir Nasrallah [le chef du Hezbollah]. »

Ce qui se passe en ce moment à Gaza est une attaque assumée de l'État colonial israélien envers les populations civiles palestiniennes. Dans la tête des généraux israéliens, Gaza est « une base militaire », une infrastructure à détruire. Les gazaouis deviennent des ennemis à abattre. Les déclarations des fascistes israéliens au pouvoir de ces derniers jours le prouvent. Certains d'entre-eux appellent à raser Gaza. Il n'y a plus de différences faites entre combattants et civils.

Ces stratégies s'inscrivent dans la tradition coloniale des guerres asymétriques : pour combattre le FLN en Algérie, l'armée française n'avait pas hésité à déplacer des millions de paysans algériens et à les enfermer dans des camps, pour éviter que les indépendantistes ne se « cachent » dans la population. Ainsi, les campagnes étaient « vidées », et tout âme qui vive abattue sur le champ. Ces opérations ont tué des centaines de milliers de civils. Le préfet de Paris Maurice Papon déclarait aussi en 1961 : « Pour un coup reçu, nous en rendrons dix ». Une logique appliquée à la lettre par l'armée israélienne.

Ce basculement sémantique à un objectif clair : justifier le massacre délibéré de population civile et les

névroses génocidaires de l'extrême-droite israélienne. Une escalade monstrueuse contre les Gazaouis pour les terroriser et démoraliser. Une doctrine insoutenable mais soutenue par les gouvernement occidentaux : la doctrine Dahiya.

(posts de Contre Attaque)